

Dépeupler Gaza, l'objectif assumé du cabinet israélien

L'arme de la faim est utilisée par la coalition de Benyamin Nétanyahou pour inciter les Palestiniens à abandonner leur terre

Jean-Philippe Rémy

Jérusalem - envoyé spécial - Poussés par la faim, la soif, la peur de mourir sous les tirs imprévisibles de l'armée israélienne, les habitants de Gaza sont-ils travaillés au corps, consciencieusement, pour céder à ce régime et finir par quitter l'enclave ? Si le rêve d'un Gaza sans Palestiniens est poussé dans les milieux d'extrême droite depuis l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre 2023, porté par un courant en faveur de la colonisation intégrale de Gaza, le gouvernement n'avait pas pris de mesures organisant concrètement le départ des habitants de l'enclave. Désormais, au moment où la dégradation de toutes les conditions de vie, ou de survie, des Gazaouis prend une tournure paroxystique, cette possibilité de dépeuplement a un cadre concret.

Israel Katz, le ministre de la défense, en a formalisé les contours, le 7 juillet, en annonçant l'intention du gouvernement de créer sur les ruines de Rafah, dans le sud de l'enclave, une « ville humanitaire ». Environ 600 000 personnes sont supposées – dans un premier temps – être massées dans cette structure créée dans une zone presque totalement rasée. Une fois à l'intérieur, une unique voie de sortie serait offerte : quitter Gaza pour une destination à l'étranger.

« Annexion sécuritaire »

La destruction de Gaza et l'éventualité d'en chasser les habitants palestiniens, désormais, avancent de pair. Dahlia Scheindlin, analyste politique israélienne, le confirme : « *Je ne pense pas qu'il y ait eu, dès le 7-Octobre, une stratégie définie visant à l'expulsion de la population de Gaza. Mais la politique menée par le gouvernement tout au long de la guerre semble conduire de façon inévitable vers cette situation. Des versions de cette idée ont été mises en avant par des responsables politiques ou militaires, parallèlement aux actions [militaires] menées dans Gaza dont le but était de rendre certaines zones invivables.* »

Le 4 février, Donald Trump appelait à transformer Gaza en une « Riviera » vidée de ses habitants actuels. Mardi 22 juillet, la ministre de l'innovation, des sciences et de la technologie israélienne, Gila Gamliel, a repris l'idée et la méthode en diffusant sur X sa version générée par intelligence artificielle de ce Gaza sans Palestiniens, tout en prenant soin de rappeler qu'elle plaide, depuis octobre 2023 pour une « migration volontaire » des habitants de l'enclave (2,1 millions d'habitants).

Le même jour, une conférence baptisée « La Riviera de Gaza, du rêve à la réalité », à laquelle prenaient part un ensemble de députés et d'activistes procolonisation, était organisée au sein de la Knesset, le Parlement israélien. Bezalel Smotrich, ministre de l'économie, figure de l'extrême droite et chef du Parti sioniste religieux, y a appelé à l'« annexion sécuritaire » de l'enclave, une « *partie inséparable d'Israël* ». A été évoquée, notamment, la construction de villes destinées à être habitées par des Israéliens, avec université, campus, parc réservé à la

tech, ainsi que des hôtels sur le front de mer. Tout ceci ayant aussi pour avantage, selon Bezalel Smotrich, de « *résoudre le problème de logement des nôtres* » .

Cela ne risque pas de heurter une grande partie de l'opinion publique en Israël. Depuis le mois de mai, les sondages montrent qu'entre 70 % et 80 % de la population juive israélienne soutient l'idée de voir les Palestiniens expulsés de Gaza, même si certains estiment que l'hypothèse est « *peu pratique, mais souhaitable* ».

Effrayés par la perspective de ce passage à l'acte à grande échelle, seize spécialistes israéliens de droit international ont publié, le 10 juillet, une lettre ouverte dans laquelle ils arrivent à la conclusion qu'un tel plan constitue, en soi, un « *ordre manifestement illégal* » donné à l'armée. « *Si ce plan devait entrer en vigueur, il ne constituerait pas une évacuation, dans le sens légal du terme, mais relèverait de la mise en place de camps de détention de masse, dont le premier but serait le nettoyage ethnique et les expulsions* » , ajoutent-ils.

D'autres voix, outrées mais isolées, se sont élevées en Israël contre ce projet, comme celle de l'ancien premier ministre, Ehoud Olmert, qui a déclaré ,lors d'une interview au *Guardian*, au sujet de la « ville humanitaire » : « *Je suis désolé,[mais] il s'agit d'un camp de concentration.* » Sans effet. Benyamin Nétanyahou a demandé à la hiérarchie militaire d'étudier rapidement la faisabilité de cette structure et même retoqué, selon la presse israélienne, le premier état des propositions de l'état-major, qu'il juge trop onéreuses.

Lors de sa visite aux Etats-Unis, début juillet, il avait déjà développé cette idée de départs massifs de Gaza. Aux côtés du président américain à la Maison Blanche, il déclarait : « *Le président Trump a eu cette vision brillante. Cela s'appelle le libre choix. Si les gens veulent rester, ils peuvent rester, mais s'ils veulent s'en aller, il faut qu'ils puissent le faire.* » Des propos énoncés peu après avoir annoncé qu'il soutenait la candidature de Donald Trump pour le prix Nobel de la paix, avant d'affirmer que « *plusieurs pays* » étaient prêts à « *offrir de meilleures perspectives d'avenir* » aux Palestiniens qui quitteraient Gaza.

Réticence du chef d'état-major

Alors que les pays de la région, en tout premier lieu l'Egypte, ont signifié qu'ils ne comptaient pas jouer ce rôle, David Barnea, le chef du Mossad, le service de renseignement extérieur israélien, s'est rendu à la mi-juillet à Washington pour obtenir, selon le média en ligne Axios, un appui afin de tenter de convaincre plusieurs pays, comme l'Indonésie, la Libye ou l'Ethiopie, d'accueillir des Palestiniens.

Des informations dans la presse israélienne font état d'une réticence du chef d'état-major, Eyal Zamir, face à ce projet, considérant que les soldats n'ont pas pour mission de garder un camp d'internement géant, et que l'opération aurait un coût très élevé, chiffré dans les médias israéliens dans une fourchette allant de 10 à 15 milliards de shekels (de 2,5 à 4 milliards d'euros). Certains responsables gouvernementaux, eux, continuent de défendre cette perspective comme une poursuite de la guerre, sous forme de tactique contre-insurrectionnelle. C'est le cas de Zeev Elkin, député de Nouvel Espoir, un parti à la droite du Likoud et membre de la coalition de Benyamin Nétanyahou. Il affirme : « *Plus vous séparez le Hamas de la population et plus le Hamas va perdre.* »

Michael Sfard, avocat spécialiste de longue date de la défense des droits des Palestiniens dans les territoires occupés, n'avait pas, « *même dans[ses] pires cauchemars* », imaginé qu'une

telle situation se produise : « *Le plan de cette soi-disant “ville humanitaire” est un plan pour un transfert de population, suivi d’une déportation. Dans le droit international, il n’est pas nécessaire de pousser des gens à monter dans des camions à la pointe du fusil pour se rendre coupable de ce type de crimes. Le fait d’imposer des mesures coercitives suffit, par exemple si vous obligez un groupe [de personnes] à se déplacer pour essayer d’échapper à la famine, ou si vous détruisez leurs logements, l’infrastructure de santé, l’accès à l’eau, etc., explique le juriste. Le langage utilisé par les responsables israéliens est mensonger. Dans le contexte de Gaza aujourd’hui, il n’y a rien qui relève de “départs volontaires”. Les habitants de Gaza n’ont strictement aucun choix. »*